



Le conflit qui empoisonne

les rapports Est-Ouest

Par Laure Mandeville, envoyée spéciale à Tbilissi

01/09/2008 | Mise à jour : 07:42 Commentaires 38  [Ajouter à ma sélection](#)

L'équilibre international né lors de l'effondrement de l'URSS au début des années 1990 est remis en question par la volonté de Moscou de remodeler les frontières.

Il est des nuits où tout se noue. Des nuits où des processus historiques en marche depuis des années, soudain, se cristallisent. Des nuits comme celle du 7 août 2008, quand la Géorgie, cédant aux provocations de séparatistes ossètes, a basculé dans la guerre avec la Russie. Déclenchant cette «reconquête russe» de l'empire, que certains soupçonnent Vladimir Poutine d'avoir préparée depuis son arrivée au pouvoir. En quelques heures, dont l'enchaînement précis suscite la controverse, le monde a glissé dans une confrontation qui dessine les contours d'une nouvelle guerre froide et menace de faire voler en éclats le système international qui avait émergé avec la chute du mur de Berlin en 1989.

Kety Djajiachvili, une Géorgienne de 22 ans, a vu cette nuit-là la guerre faire irruption dans son village de Breti, en Ossétie du Sud, à quelques kilomètres de Tskhinvali. Le soir du 7 août, elle assiste au passage de pick-up remplis de soldats géorgiens. «Ils avaient ordre de monter en Ossétie du Sud, pour le cas où. Ils étaient inquiets.» Ce jour-là pourtant, le ministre géorgien de la Réintégration, Temour Iakobachvili, a tenté une médiation, en filant vers l'Ossétie pour arrêter «cette folie». L'envoyé spécial russe Iouri Popov se défile sous prétexte que sa voiture a crevé. À Tskhinvali, la capitale sud-ossète, pas un officiel n'accepte de lui parler, sinon le général russe Koulakmetov, commandant en chef des forces de «maintien de la paix». Iakobachvili annonce un cessez-le-feu unilatéral géorgien pour relancer la négociation. L'officier russe approuve.

Dans les heures qui suivent, les Ossètes lancent des attaques contre les villages géorgiens de Tamaracheni et de Kourva, dans le nord de la république. Le président Saakachvili en est averti par son ministre de la Défense, qui lui aurait annoncé l'entrée d'une colonne militaire russe dans le tunnel de Roki, séparant la Russie de l'Ossétie du Sud. Après avoir consulté quelques collaborateurs, Saakachvili, qui était en partance pour les JO de Pékin, donne alors l'ordre à ses forces armées d'aller «neutraliser les positions militaires ossètes». Ordre est aussi donné d'aller détruire le tunnel de Roki, pour bloquer l'invasion russe, plan qui échouera «faute de temps et de matériel adéquat», selon Tbilissi.

La décision fatale, qui va permettre à la Russie de justifier l'invasion de la Géorgie, vient d'être prise. Coup de sang irresponsable ? Erreur stratégique du président Mikhaïl Saakachvili sur les intentions de Moscou et le soutien supposé que lui apporteront les États-Unis ? Ou acte désespéré d'un pays qui refuse l'annexion russe ? «La question se posait en ces termes : sommes-nous un État, oui ou non», raconte Iakobachvili. «Je n'avais plus le choix», se défend de son côté Saakachvili.

Des policiers géorgiens entrent les premiers dans Tskhinvali, pour «déloger les miliciens ossètes». Quand ils pénètrent en ville, «tout est trop calme», raconte un officier blessé. Son groupe est attaqué par des snipers. Appelée à la rescousse, l'armée investit la ville, faisant usage de ses roquettes Grad. Les dégâts sont massifs.

Des exactions ont-elles été commises par les Géorgiens ? Par télévision interposée, la Russie dénonce un «génocide» et parle de 2 000 morts. La Géorgie nie.

La bataille, en tout cas, a été rude. Les centaines de chars russes qui déboulent ont raison des Géorgiens en trois jours, d'autant que l'aviation russe entre en jeu dès le 8 août, contribuant largement à la destruction de la ville. «Nous étions partis de Chali en Tchétchénie le 5 août, a raconté un soldat kabarde au Figaro, (information qui laisse supposer une action préméditée, NDLR). Nous avons passé 12 tunnels avant d'arriver le 8 pour nous battre.»

L'Amérique a la tête ailleurs

Officiellement, l'armée russe a passé le tunnel pour «forcer la Géorgie à la paix» et porter secours aux populations ossètes munies de passeports russes, annonce un président Dmitri Medvedev aussi martial que son maître Vladimir Poutine. Et en quelques jours, Moscou attaque l'ensemble de la Géorgie, faisant progresser ses chars jusqu'à 35 kilomètres de Tbilissi.

Dans les rangs de l'opposition géorgienne, on s'interroge sur la décision «irresponsable» de Saakachvili, même si l'union sacrée se scelle contre la Russie. Dans les chancelleries occidentales, la stupéfaction est plus grande encore, notamment à Washington, allié clé qui a formé la nouvelle armée géorgienne. Joint le 8 août, le stratège américain Bruce Jackson, président d'une ONG qui a œuvré pour l'intégration euroatlantique de Tbilissi se dit «consterné. C'est un désastre. La politique menée par l'Occident depuis dix-sept ans dans l'espace post-soviétique est réduite à néant. La Russie a tendu un piège à Saakachvili et ce dernier a sauté dedans. Nous avons pourtant passé notre temps à lui dire de se tenir loin de l'Ossétie», confie-t-il.

La colère qui saisit les dirigeants des États-Unis face à leur poulain est vite remplacée par le choc qu'ils éprouvent en observant la violence de la riposte

russe. Le ton monte à la Maison-Blanche, qui dépêche des navires de guerre chargés d'aide humanitaire.

Mais pour Washington, la crise arrive au mauvais moment. En Irak et en Afghanistan, l'Amérique est empêtrée. À sa tête se trouve un George W. Bush en fin de mandat. Entre l'été, les JO et la campagne électorale pour le scrutin présidentiel du 4 novembre, l'Amérique a la tête ailleurs.

La France, au titre de la présidence de l'Union européenne, monte au créneau. Le mardi 12, Bernard Kouchner est à Tbilissi pour apporter le soutien de Paris à la Géorgie envahie par les chars russes. Il propose un accord de cessez-le-feu, qui demande l'arrêt immédiat des combats, le retour aux positions antérieures et le déploiement rapide de forces de paix européennes en Ossétie du Sud. Saakachvili accepte, Moscou refuse.

Nicolas Sarkozy se rend au Kremlin pour arracher au président Medvedev un compromis. Après des heures de négociation, au cours desquelles le premier ministre, Vladimir Poutine, signifie que c'est lui qui est aux commandes, c'est un plan amendé par les Russes que le président Sarkozy emporte vers Tbilissi. Déconcerté par le point 5 de l'accord, qui, donne de facto le droit à la Russie d'installer en territoire géorgien une «zone de sécurité», Saakachvili finit néanmoins par signer. Son rêve de reconstruction d'une Géorgie une et indivisible est anéanti. Et la souveraineté de son pays ne tient qu'à un fil. Celui que vont tisser des Occidentaux hésitants sur la marche à suivre.

Le dialogue que Nicolas Sarkozy mène avec Medvedev apporte des déceptions. Malgré les injonctions de Paris, c'est une occupation militaire qui se poursuit en Géorgie, notamment à Poti et à Senaki. Après avoir muselé la presse d'opposition moscovite, marginalisé l'opposition politique et maté la rébellion tchéchène, les dirigeants russes, désireux d'une revanche géopolitique qu'ils attendent depuis dix-sept ans, se sentent suffisamment forts pour lancer la reprise en main de l'empire perdu. «Pour Poutine, la plus grande catastrophe du XXe siècle est l'effondrement de l'URSS, il veut la reconstituer», affirme le politologue géorgien Alex Rondeli.

La panique s'empare des voisins post-soviétiques. L'Ukraine craint un mauvais coup en Crimée russophone, où est basée la flotte russe de Sébastopol, jusqu'en 2017. L'Azerbaïdjan, autre pion capital sur la route du gaz allant d'Asie centrale vers l'Europe, est sur les dents. La Moldavie, minée par le conflit gelé de Transnistrie, également. Malgré le parapluie Otan, les pays Baltes s'interrogent. Même l'Organisation de Shanghai, qui regroupe la Chine et les pays d'Asie centrale alliés de Moscou, s'est gardée de cautionner l'agression russe. Car c'est tout l'équilibre international qui se trouve remis en cause. «Nous n'avons pas peur de la guerre froide, nous n'avons peur de rien», a lancé Dmitri Medvedev après avoir reconnu l'indépendance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie. «Si des sanctions sont prises, l'Europe doit s'attendre à des représailles», a ajouté

Vladimir Poutine, qui parie sur la faiblesse des démocraties et brandit la menace implicite de coupures de gaz.

Face à ce bouleversement, le débat n'a pas fini d'agiter les Européens, très dépendants énergétiquement de la Russie. La France refuse les sanctions, demandant du temps et du dialogue. L'Allemagne est divisée entre ses sociaux-démocrates prorusses et la chancelière, Angela Merkel, plus dure. Berlusconi est du côté de son «ami» Poutine.

La question de la riposte

Un autre camp se dessine, autour de l'Europe centrale, des pays nordiques et des Britanniques qui réclament des sanctions contre l'élite russe et un geste politique fort sur l'Ukraine. La diplomatie finlandaise a annoncé qu'Helsinki allait réfléchir à une candidature à l'Otan car «il faudrait être sur une autre planète» pour ignorer «le défi posé à la sécurité finlandaise». «Si Poutine contrôle la Géorgie, il contrôlera l'approvisionnement en énergie de toute l'Europe. Nous coucher, c'est nous mettre dans sa main pour l'avenir», met en garde un diplomate européen. Le président estonien, Toomas Ilves, a exhorté dans Le Monde ses partenaires de l'UE à comprendre que les réflexes du «dialogue à tout prix» ne suffiront pas, «car il est impossible de gérer une puissance russe qui a recours au rapport de force façon XIXe avec des instruments du XXIe siècle».

La question de la riposte concrète est délicate. «Les États-Unis cherchent un bâton, sans le trouver», confie une source américaine. L'Europe est face au même dilemme.

<http://www.lefigaro.fr/international/2008/09/01/01003-20080901ARTFIG00298-le-conflit-qui-empoisonne-les-rapports-est-ouest-.php>